

L'incontournable... Pouvoir d'achat : les perceptions à l'épreuve des statistiques

- En économie, les perceptions comptent autant, sinon davantage, que les statistiques. Les dernières enquêtes de l'INSEE indiquent que les ménages français anticipent une dégradation de leur niveau de vie dans les 12 mois à venir, que les craintes concernant l'évolution du chômage augmentent très fortement, et que le moral des ménages est actuellement au plus bas depuis janvier 2015. En parallèle, la presse se fait l'écho d'un sentiment d'injustice, notamment au regard du partage de la valeur ajoutée et des richesses.

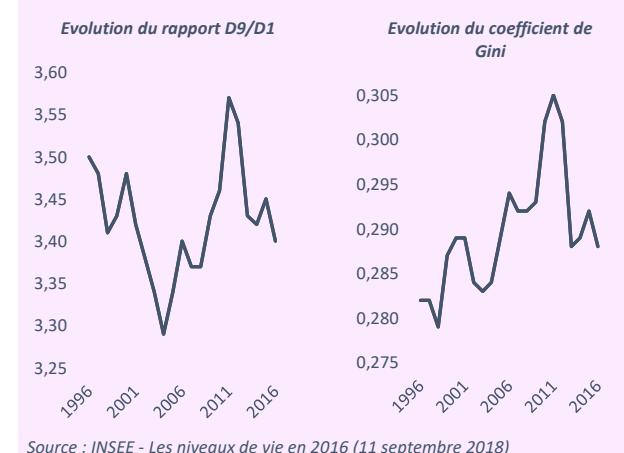
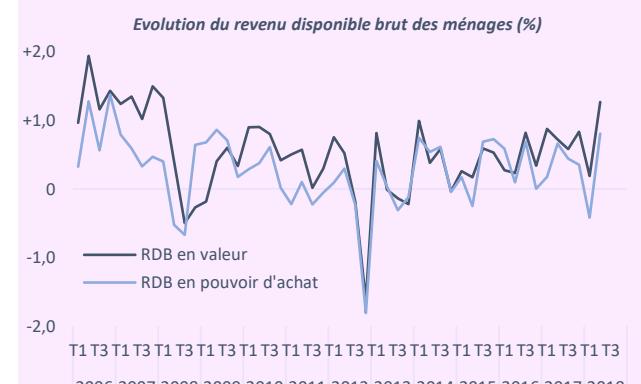
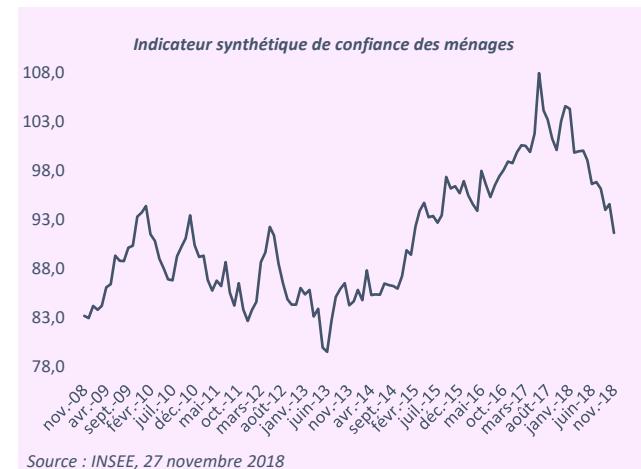
- Dans les statistiques, le pouvoir d'achat progresse. Les ménages touchent plusieurs types de revenus (principalement issus du travail et des prestations sociales, mais aussi de la détention d'actifs immobiliers ou financiers), et paient des impôts directs et indirects (TVA) et des cotisations. Le solde global corrigé de l'inflation, c'est-à-dire le pouvoir d'achat, a progressé en 2017 de +1,3%, et il augmenterait de plus de +1,5 % par an en 2018 et 2019, notamment grâce à la baisse des cotisations et à la hausse de l'emploi et des salaires. En particulier, au 1^{er} janvier 2019, sans coup de pouce, le SMIC net mensuel sera de 55 euros supérieur à son niveau de décembre 2017, ce qui représente sur juste un an une hausse presqu'aussi importante qu'au cours des cinq années précédentes.

- La part des salaires bruts dans la valeur ajoutée des entreprises, proche de 50% en 2017, est au plus haut depuis plus de 30 ans. Celle des salaires nets, qui avait légèrement baissé entre son record de 2009 (43,3 % de la VA) et 2017 (42,4% de la VA), devrait retrouver un niveau record avec la bascule CSG/cotisations de cette année. A 31,9 % de la valeur ajoutée, les marges des entreprises sont toujours inférieures à leurs niveaux d'avant crise (33,5%) et proches de leur moyenne de longue période (32%). 90 % des marges servent à investir, et alors que la rémunération du capital, intérêts et dividendes, ne représente que 10 % des marges ou 2,9 % de la valeur ajoutée, son niveau le plus bas depuis 1950.

- Enfin, les inégalités tendent à diminuer ces dernières années et sont moindres qu'ailleurs. Deux approches permettent d'apprécier leurs niveaux :

- le rapport interdécile D9/D1 met en évidence l'écart entre le revenu moyen des 10% les plus riches et celui des 10% les plus pauvres. En France en 2016, ce ratio s'établissait à 3,4 (3,5 en 1996). Il était de 3,7 en Allemagne, 4,2 au Royaume-Uni et 6,1 aux Etats-Unis ;

- l'indice de Gini rend compte des disparités de revenus dans une population donnée. Il est compris entre 0 (égalité parfaite) et 1 (inégalité extrême). En France en 2016, l'indice de Gini était de 0,288 (0,282 en 1996). Il était de 0,289 en Allemagne, 0,360 au Royaume-Uni et 0,390 aux Etats-Unis.



L'image de la quinzaine... Ce qu'on retient du G20 de Buenos Aires, c'est le G2 Washington - Pékin



- Le 30 novembre et le 1^{er} décembre dernier s'est tenu le sommet des dirigeants du G20, cette fois à Buenos Aires. Mis en place pour faire face aux crises qui touchaient alors plusieurs économies émergentes, le G20 a été créé en 1999 et regroupe 20 membres (19 Etats + l'Union européenne). Ses membres représentent ainsi 85% du PIB mondial, 2/3 de la population mondiale et 75% du commerce mondial.

- Les tensions sur les Etats-Unis et la Chine ont monopolisé l'attention des média et des marchés sur ce G20. Dans un contexte de tensions commerciales, les deux pays déclaraient à ce moment vouloir effectuer une trêve de 90 jours et ainsi se laisser le temps de négocier un accord définitif.

- Le repli des marchés boursiers, après une courte embellie, accentué avec l'éclatement de l'affaire Huawei, témoigne de la précarité de cet accord.

Focus sur... Croissance, investissements et emplois : jusque-là tout allait bien...

- En 2017, le PIB français s'est élevé à 2 248 milliards d'euros, soit une croissance de +2,3% par rapport à 2016. ***En 2018, il devrait continuer de croître (+1,6%), porté par la demande intérieure, en particulier l'investissement des entreprises.*** D'un montant de 288,7 milliards d'euros en 2017 (+4,1% par rapport à 2016), l'investissement des entreprises enregistrerait une hausse d'au moins +3,7% en 2018 (+10,7 milliards d'euros) quand la consommation des ménages ne progresserait que de +1,0% (+12 milliards d'euros). ***Comme en 2017 donc, l'investissement des entreprises demeure le principal moteur de la croissance française pour 2018.***
- Ce dynamisme de l'activité des entreprises a eu des effets très concrets sur l'emploi :*** au troisième trimestre 2018, le secteur privé a été pourvoyeur de 19,4 millions d'emplois (soit +211 000 par rapport au troisième trimestre 2017). Le secteur industriel (hors intérim) créé actuellement quelques 5 000 emplois supplémentaires par rapport à l'année dernière (après des destructions ininterrompues sur les quinze dernières années), la construction un peu moins de 30 000 et le tertiaire marchand environ 170 000. ***Cela fait neuf trimestres consécutifs que le rythme de créations nettes dans le secteur privé excède les 200 000 emplois*** (variation annuelle). ***Depuis janvier 2015, ce sont ainsi quelque 770 000 emplois qui ont été créés dans le secteur privé.***
- Il en résulte une baisse du chômage. ***Le taux de chômage en France métropolitaine, calculé au sens du BIT, s'établit actuellement à 8,8% de la population active*** : pour rappel, il est demeuré constamment au-dessus de la barre des 9% entre 2011 et 2017. Le taux de chômage de longue durée (supérieur à 12 mois) est pour sa part de 3,4% de la population active, un plus bas depuis fin 2010.
- Le dynamisme de l'investissement des entreprises et de l'emploi reflète avant tout les progrès en matière de compétitivité, permettant de réduire l'écart entre la France et ses concurrents.*** Récemment le Word Economic Forum indiquait que grâce à un « programme de réformes ambitieux, qui comprend la refonte de la législation du travail, la réforme des services publics (...) et le renforcement de l'attractivité pour les investissements en technologies de pointe », la France avait pu gagner 5 rangs dans le classement des économies les plus compétitives du monde (se positionnant ainsi au 17^{ème} rang).
- Résultat des réformes de ces dernières années, les investisseurs étrangers ont eux aussi fortement investi en France ces derniers mois.*** Selon le baromètre EY de juin 2018, 1 019 projets d'implantation ont ainsi été annoncés pour 2017 (+31% par rapport à 2016) : ce regain d'attractivité a concerné en premier lieu l'industrie dont le nombre de projets d'implantation a augmenté de +51% (323 projets), faisant de la France la destination préférée des investisseurs pour ce secteur. Dans son baromètre, EY rappelle que « l'attractivité est un enjeu majeur, central pour notre pays (...) parce que les entreprises à capitaux étrangers pèsent fortement sur notre économie » : elles emploient 1,8 million de personnes, réalisent 16% de la valeur ajoutée et 22% des dépenses de recherche et développement du secteur marchand non agricole. Et ces statistiques étaient encore récemment largement confirmées dans la liste des principaux investissements tenue à jour par le journal l'Usine Nouvelle.
- Mais les événements du mois de novembre remettent en cause cette dynamique favorable.*** Dans le commerce et l'hôtellerie, les chiffres d'affaires de novembre et de décembre sont en chute libre, certaines entreprises rencontrent des problèmes de trésorerie qui pourraient entraîner des faillites début 2019 ; dans la distribution ou dans l'industrie, les problèmes d'approvisionnement s'amplifient au fil des semaines, en lien avec des blocages d'entrepôts et d'axes routiers. Dans ce contexte, ***les prévisions pour 2019, jusqu'à présent positives, notamment en matière d'investissements et d'embauches des entreprises, sont largement remises en cause.*** A plus moyen terme, les dommages sur l'attractivité sont difficiles à évaluer, et les développements des semaines à venir, selon qu'ils favorisent ou pénalisent la compétitivité, auront de toute façon des effets durables sur la croissance et l'emploi.

Les brèves...

-  **INSEE - Production dans l'industrie manufacturière en octobre 2018 : +1,4% sur un mois, -0,1% sur un an**
-  **Douanes - Solde commercial en octobre 2018 : réduction du déficit à -4,1 milliards d'euros, (+6,2% pour les exportations)**
-  **BLS - Rapport sur l'emploi de novembre 2018 : +155 000 créations d'emploi, taux de chômage à 3,7% de la population active**

Prévisions économiques

	France			Allemagne			Italie			Espagne			Royaume-Uni			
	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	
Taux de croissance (%)	<i>Commission (Nov 18)</i>	1,7%	1,6%	<i>2,2%</i>	1,7%	1,8%	<i>1,6%</i>	1,1%	1,2%	<i>3,0%</i>	2,6%	2,2%	<i>1,7%</i>	1,3%	1,2%	
		2,2%			1,6%	1,6%		1,9%	1,7%		1,1%	1,0%		2,7%	2,2%	1,3% 1,5%
Taux de chômage (% pop active)	<i>Commission (Nov 18)</i>	9,4%	9,0%	8,8%	3,8%	3,5%	3,2%	11,2%	10,7%	10,4%	17,2%	15,6%	14,4%	4,4%	4,3%	4,5%
Solde public (% du PIB)	<i>Commission (Nov 18)</i>	-2,7%	-2,6%	-2,8%	1,0%	1,6%	1,2%	-2,4%	-1,9%	-2,9%	-3,1%	-2,7%	-2,1%	-1,8%	-1,3%	-1,0%
Dette publique (% du PIB)	<i>Commission (Nov 18)</i>	98,5%	98,7%	98,5%	63,9%	60,1%	56,7%	131,2%	131,1%	131,0%	98,1%	96,9%	96,2%	87,4%	86,0%	84,5%

Direction des études économiques

Contacts : abenhamou@medef.fr / oredoules@medef.fr

Information juridique importante : la direction des études économiques s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position du MEDEF ou de ses membres.